

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 BOURGES

BOURGES, le 21/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TSI- Traitements de Surfaces Industriels**

Rue Fernand Leger - ZI du Breuil  
18400 ST FLORENT SUR CHER

Code AIOT : 0010000046

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2022 dans l'établissement TSI- Traitements de Surfaces Industriels implanté Rue Fernand Léger ZI du Breuil 18400 ST FLORENT SUR CHER. L'inspection a été annoncée le 22/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TSI- Traitements de Surfaces Industriels
- Rue Fernand Léger ZI du Breuil 18400 ST FLORENT SUR CHER
- Code AIOT : 0010000046
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par l'arrêté préfectoral du 22 février 1990, modifié notamment par l'arrêté préfectoral n°2004.1.116 du 16 février 2004 portant prescriptions particulières pour la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, la société TSI a été autorisée à exploiter un atelier de galvanoplastie rue Fernand Léger, zone industrielle, à Saint-Florent-sur-Cher.

L'arrêté préfectoral n°2018-01-1039 du 3 septembre 2018 a imposé des prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire à la suite de l'incendie qui a affecté les installations classées exploitées par la société TSI à Saint-Florent-sur-Cher (incendie du 28 août 2018).

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation technique et administrative

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conditions de reprise des activités	Arrêté Préfectoral du 03/09/2018, article 2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en sécurité des installations	Arrêté Préfectoral du 03/09/2018, article 3.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Voir les fiches de synthèse ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise en sécurité des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/09/2018, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures conservatoires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes [...] : • mettre en sécurité les installations du site [...] L'entreposage des déchets, autres que les eaux, doit être effectué à l'abri des eaux météoriques. [...]
<b>Constats :</b> pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Le 8 juin 2021, l'inspection des installations classées constatait que la toiture de la station d'épuration et du bâtiment qui la prolonge, qui avait été affectée par l'incendie, était dégradée pendant l'hiver 2020/2021 (coups de vents) soumettant aux intempéries les matériels et produits/ déchets encore stockés dans les bâtiments (notamment les cuves de la station d'épuration). Le 29 novembre 2022, l'inspecteur constate qu'une toiture de type polycarbonate a été mise en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Conditions de reprise des activités

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R512-74
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conditions de reprise des activités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] II.-Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.
<b>Constats :</b> Une nouvelle ligne de traitement de surface est en cours d'installation. La société TSI ne dispose pas de l'autorisation administrative requise pour l'exploiter. Un dossier doit être transmis à M. Le Préfet du Cher, pour instruction. La mise en service des installations ne peut pas intervenir avant la décision prise par arrêté préfectoral.
<b>Observations :</b> Par courrier du 5 décembre 2018, la préfecture du Cher avait indiqué à l'exploitant que "le soutien de l'Etat s'est notamment traduit par une décision d'autorisation de l'activité partielle jusqu'au 31/12/2018". Les visites d'inspection de novembre 2019, d'octobre 2020 et de juin 2021 ont montré qu'aucune activité de traitement de surface n'était mise en oeuvre sur le site. La société TSI ne dispose plus d'autorisation administrative pour exploiter des installation de traitement de surface. Le 29 novembre 2022, l'inspecteur a constaté que la société TSI est en train d'implanter une ligne de traitement de surface dans le bâtiment en prolongement de la station de traitement des effluents à un emplacement différent des lignes exploitées jusqu'à l'incendie de 2018. Des bacs de traitement sont mis en place sur une rétention mais l'ensemble des raccordements électriques et hydrauliques ne sont pas terminés. L'exploitant estime le volume des bacs de traitement à quelques m3.  L'exploitant a indiqué qu'un dossier de demande d'autorisation administrative serait adressé au préfet. Dans le cas où les installations seraient classées dans la rubrique 2565 et sous le régime de l'enregistrement, l'inspecteur a rappelé que l'exploitant devrait déposer une demande d'enregistrement et démontrer le respect des exigences de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet